

MBU ne LETANG NTWA ME ZO

Bernard-Claude

Bâtonnier National Honoraire

« Honor - Labor - Probita »

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
GENERAL PRESTACONSTITUTIONNELLE
SECRETARIE
Reçu le : 10 OCT 2023
N° d'Enregistrement : 10.10.2023
Heure : 10h30
Nom : C. N.
Signature : C. N.



Avocat à la Cour de Cassation
et au Conseil d'Etat de la R.D.C

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
Date : 10 OCT 2023
N° d'Enregist. : 2976
PREMIER MINISTRE

Kinshasa, le 10/10/2023

N° 536 /CAB/MNL/MD/D.037/2023

Transmis copie pour information à :

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SERVICE COURRIER
Reçu le : 10 OCT 2023
N° : Par :

République Démocratique du Congo
PRIMATURE
Courrier reçu : 10 OCT 2023
Sous le n° : 23.4.93
Heure : 10h30
Paraphé :

PARQUET
Réceptionné, le 11 OCT 2023
Par : CB JCH
Signature : 09145

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DES DROITS HUMAINS
CABINET DU MINISTRE
Courrier Reçu le : 11 OCT 2023
N° : 1906 à 10h17
Signature :

CABINET DU MINISTRE
DE LA JUSTICE
RECU LE : 10 OCT 2023
N° D'ENREG. : 15238
OBSERVATION : M. H. N.

- ✓ Son Excellence Monsieur le Président de la République
Palais de la Nation
(Avec l'expression de mes hommages les plus déferents);
- Honorable Président du Sénat ;
- Honorable Président de l'Assemblée Nationale ;
- Monsieur le Président de la Cour Constitutionnelle ;
- Son Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Décentralisation et Affaires Coutumières ;
- ✓ Son Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Etrangères et de Francophonie ;
- ✓ A Son Excellence Madame la Ministre d'Etat, MINISTRE DES FINANCES - CABINET des Sceaux
- Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances
- Madame la Ministre du Travail et Prévoyance sociale ;
- Monsieur le Ministre des Droits Humains ;
- Monsieur le Procureur Général près de la Cour Constitutionnelle ;
- Monsieur le Procureur Général de la République près de la Cour de Cassation

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
COUR CONSTITUTIONNELLE
IDENT
Courrier reçu : 10 OCT 2023
N° Ind. : 10130
Paraphé : BAPA



A23-40138

11/10/2023 10:46

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
PARQUET GENERAL PRÈS LE CONSEIL D'ETAT
Date : 11-10-2023
N° : 849

- Monsieur le Procureur Général de la République près le Conseil d'Etat ;
- Monsieur l'Inspecteur Général des Finances, IGF ;
- Directeur Général de l'Agence National des Renseignements, ANR ;
- Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Kinshasa/Gombe ;
- Monsieur l'Inspecteur Général de l'Inspectorat des Services Judiciaires et Pénitentiaires ;
- Monsieur le Procureur Général près la Cour d'Appel de Kinshasa/Gombe ;
- Monsieur le Directeur Général de la Direction Général de Migration, DGM ;
- Monsieur le Commandant de la Légion Nationale d'Intervention, LENI en sigle ;

(Tous) A KINSHASA/GOMBE

✓ A Son Excellence Monsieur le Premier Ministre,
 Chef du Gouvernement
Palais de la Nation
 A KINSHASA/GOMBE

**Concerne : Défaillance de l'exécution du Décret du Premier Ministre
 n°011/17 du 06 Avril 2013 : (Paiement de colis de l'ordre
de 20.878.090 USD aux ex-travailleurs MARSAVCO).**

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'avantage de venir par la présence, au nom et pour le compte des 686 anciens travailleurs MARSAVCO regroupés au sein de l'Asbl ATUMA de vous saisir pour vous faire part de la situation avérée de la **DEFAILLANCE** quasi-totale des Autorités et Services de l'Etat dans le cadre du recouvrement légal de leur droit, en appelant ultimement à l'intervention personnelle de votre Autorité.

Pour rappel, faisant suite à l'arrêt RAA 168 de la Cour d'Appel de Kinshasa/Gombe du 04/05/2007, aux résolutions du Cadre Permanent de Dialogue Social (CPDS) lors de sa session extraordinaire tenue du 28 Août au 04 septembre 2008 ainsi qu'aux recommandations n°003 et n°006/CAB/P/AN/2009 du 20 Novembre 2009 de l'Assemblée Nationale, vous avez signé le Décret susmentionné pour contraindre la Société MARSAVCO à payer la contrevaletur de leur décompte final colis dont le montant à payer à mes Clients regroupés au sein de ATUMA est évalué à 20.878.090 USD par l'Inspection Général du Travail ; et l'arrêt RA 1271 de la Cour Suprême de Justice du 05/04/2013 a consacré le droit de mes Clients en rendant définitif votre Décret ;

Cela étant, mes Clients comprennent que vous avez évidemment plusieurs défis à relever aux côtés du Président de la République tout en estimant que leur dossier puisse requérir aussi votre particulière attention, car ils constatent que depuis 2021, malgré plusieurs cas des dénonciations de défaillance, d'obstruction et d'abstention flagrante des certains Autorités et Services dans le cadre de l'exécution de votre Décret, il n'y a aucune réaction de votre part ; et que certains membres aussi bien de votre Cabinet que des Cabinets des Ministères impliqués encourageraient la Société MARSAVCO, dont ils sont des Avocats Conseils, dans son défi de l'Etat dans cette affaire.

Toutefois, il y a lieu de souligner la spontanéité des réactions de l'Inspection Générale des Finances, IGF en sigle, dans le cadre de sa vigilance des droits à recouvrer au profit du Trésor Public, en interpellant les uns et les autres par rapport à leur rôle dans cette affaire, ainsi que l'implication positive du Ministère des Affaires Etrangères aussi bien dans le volet diplomatique qu'international.

Cela étant, mes Clients font appel à votre ultime intervention pour que des dispositions fermes soient prises en vue de l'exécution sans faille de votre Décret, dont la Cour Suprême de Justice a consacrée sa décision par son arrêt qui dispose au treizième feuillet, ce qui suit : « Mandons et ordonnons à tous les Ministres du Gouvernement Central et à toutes les autorités administratives, en ce qui les concerne, de pourvoir à l'exécution immédiate du présent arrêt et à tous les huissiers à ce requis, d'y concourir en ce qui concerne les voies de droit commun » ;

Pour ma part, je leur ai réaffirmé ma détermination de continuer à les accompagner à user des moyens légaux pour le recouvrement de leur paiement, car je suis convaincu qu'avec la volonté du Président de la République de garantir un

Etat de Droit, leur cause JUSTE aura certainement un dénouement, en espérant qu'ils auront encore une patience de continuer avec moi dans ce sens.

Veillez agréer, Excellence Monsieur le Premier Ministre,
l'expression de ma haute considération.

Pour 686 Ex-Agents MARSAVCO/ATUMA

Leur Conseil,

Bâtonnier National H. MBU ne LETANG



Avocat à la Cour de cassation

Et du Conseil d'Etat

RAWBANK

RAWBANK

Dev	Compte	Nature	Intitule	Solde comptable
CDF	01000000201-52	compte courant	MARSAVCO SARL / CDF	9 421 690,78
CDF	01000000205-31	compte courant	MARSAVCO	265 577,09
CDF	01000000203-96	compte courant	MARSAVCO SPRL	40 379 891,11
			CDF	50 067 158,98
Dev	Compte	Nature	Intitule	Solde comptable
USD	01000000202-49	compte courant	MARSAVCO SARL / USD	31 313,71
USD	01000000207-34	compte courant	MARSAVCO/REMB/SNEL V/C USD	- 173,73
USD	01000000206-28	compte courant	MARSAVCO V/C USD	59,13
USD	01000000204-93	compte courant	MARSAVCO SPRL V/C USD	66 220,56
USD	01000000208-77	compte courant	ECHOPRINT V/C USD	- 95,27
			USD	97 324,40
			SOLDEGLOBAL EN USD	117 676,90

[Signature]
12 04/07/2023



[Signature]
4/7/2023

RAWBANK

RAWBANK

RAWBANK

RAWBANK

RAWBANK

RAWBANK